TRAVAIL & EMPLOI · FICHE MESURE

Entreprendre sans risque

Entreprendre sans risque : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4 Md€	**1,5 Md€**	**-300 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −1,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code du travail + Code de commerce + CGI + Code sécurité sociale) + LF + décrets URSSAF/BPI

Résumé

Débloquer le potentiel entrepreneurial français en supprimant la peur du saut. La France a ~20 % de créations d'entreprises en moins que l'Allemagne à structure économique comparable, principalement parce que le chômage protège mais enferme : perdre ses droits en créant est un risque insurmontable pour beaucoup. Cette mesure sécurise le parcours entrepreneurial de bout en bout, en 9 axes : (A) Droit à la reconversion entrepreneuriale — 24 mois d'ARE intégralement conservés pendant la création, non conditionnés à ARCE ; (B) Filet post-échec — si l'entreprise ne marche pas dans les 24 mois, retour aux droits chômage antérieurs SANS reset ni carence (protection maximale) ; (C) Micro-entreprise élargie — plafonds CA doublés (services 37 500 → 75 000 €, marchandises 176 200 → 350 000 €), franchise fiscale-sociale sur les 24 premiers mois (modèle allemand Gründerzuschuss) ; (D) Statut de salarié-entrepreneur — cumul autorisé jusqu'à 20 h/semaine hors clause exclusivité, fiscalité neutre ; (E) Congé sabbatique création — 12 à 24 mois avec réintégration garantie chez l'employeur (CDI > 3 ans d'ancienneté), cotisations chômage remboursées à l'employeur en cas de retour ; (F) Chômage entrepreneur créé — extension ATI avec indemnisation en cas d'échec involontaire, sur base cotisations réelles ; (G) Flat tax dividendes réduite à 15 % (vs 30 %) pour les 5 premières années ; (H) Accompagnement BPI-France Travail — mentor obligatoire 24 mois, formation gestion 40 h, plateforme MonProjetEntrepreneur.gouv.fr ; (I) Reconnaissance sociale — mentorat inversé par retraités entrepreneurs. Coût brut ~4 Md€/an à régime, net ~+1,5 Md€/an après recettes = ~+8 Md€ sur 5 ans.

Financement

Coût brut à régime de croisière : ~4 Md€/an

Décomposition :

- **Axe A — Statut de Créateur en reconversion (ARE conservée)** : coût zéro net (les allocations auraient été versées de toute façon au demandeur d'emploi).
- **Axe B — Filet post-échec (retour aux droits antérieurs)** : coût zéro net (droits déjà ouverts, décalés dans le temps).
- **Axe C — Micro-entreprise élargie (plafonds doublés + franchise 24 mois)** : ~500 M€/an de pertes fiscales et sociales sur les 24 premiers mois.
- **Axe D — Statut de salarié-entrepreneur** : coût zéro direct (cadre juridique) ; effet fiscal marginal (+/-).
- **Axe E — Congé sabbatique création avec réintégration** : aide forfaitaire 3 000 € par entreprise <300 salariés + remboursement cotisations chômage = ~300 M€/an.
- **Axe F — ATI 2.0 étendue** : ~500 M€/an, dont 250 M€ cofinancés par cotisations entrepreneuriales.
- **Axe G — Flat tax dividendes 15 % créateurs 5 ans** : ~600 M€/an de pertes fiscales.
- **Axe H — Mentorat + formation + plateforme BPI** : ~200 M€/an.
- **Axe I — Reconnaissance (prix, événementiel)** : ~50 M€/an.
- **Renforcement France Travail (2 000 ETP dédiés)** : ~150 M€/an.
- **Suivi et contrôle URSSAF-BPI** : ~100 M€/an.
- **Provision imprévus** : ~200 M€/an.

Total brut : ~2,6 Md€/an directement identifié + ~1,4 Md€/an de pertes fiscales-sociales indirectes = ~4 Md€/an à régime.

Recettes et économies à régime : ~2,5 Md€/an

- **Cotisations sociales des nouvelles entreprises pérennes** : ~1 Md€/an à régime de croisière (an 4-5).
- **TVA et IR sur activité entrepreneuriale** : ~800 M€/an.
- **Économies chômage** (créateurs ne consomment pas leurs droits chômage traditionnels) : ~400 M€/an.
- **Effet macro emploi** (créations d'entreprises = emplois nets = cotisations sociales) : ~300 M€/an.

Coût net à régime : ~1,5 Md€/an.

Coût net avec montée en charge progressive sur 5 ans :

- An 1 : ~2 Md€ brut - 0,5 Md€ recettes = **+1,5 Md€ net**.
- An 2 : ~3 Md€ brut - 1 Md€ recettes = **+2 Md€ net**.
- An 3 : ~4 Md€ brut - 1,8 Md€ recettes = **+2,2 Md€ net**.
- An 4 : ~4 Md€ brut - 2,3 Md€ recettes = **+1,7 Md€ net**.
- An 5 : ~4 Md€ brut - 2,5 Md€ recettes = **+1,5 Md€ net**.

Total net sur 5 ans : ~+8-9 Md€ (~+1,7 Md€/an moyen).

Impact sur le solde global du programme :

- Nouvelle mesure Entreprendre sans risque : **-8 Md€** net.
- Solde consolidé du programme complet (102 mesures) : **~+35 Md€** d'excédent net sur 5 ans (~+7 Md€/an). Voir la Synthèse pour le détail.

Financement direct :

- Cotisations entrepreneuriales spécifiques (ATI 2.0) : ~250 M€/an.
- Économies chômage (part non consommée) : ~400 M€/an.
- TVA et IR indirects : ~800 M€/an.
- Budget État direct : ~1,5-2 Md€/an à régime.

Effets macroéconomiques indirects (non chiffrés dans le solde) :

- **+30 000 à +50 000 entreprises pérennes créées** par an en supplément : cotisations sociales, TVA, IR, IS.
- **+300 000 emplois nets créés** à 5-10 ans : cotisations sociales, effet consommation.
- **Effet sur la croissance** : +0,1-0,2 pt PIB à horizon 5-10 ans (créations nettes d'entreprises).
- **Innovation et souveraineté** : montée en gamme de l'économie française par la création de PME innovantes.

Calendrier

- **An 1.** Adoption Loi Entreprendre sans risque. Création du Statut de Créateur en reconversion à France Travail. Doublement des plafonds micro-entreprise voté. Plateforme MonProjetEntrepreneur.gouv.fr en pilote. Recrutement des 2 000 ETP dédiés France Travail-BPI. Premier pool de 1 000 mentors constitué.
- **An 2.** Statut de salarié-entrepreneur en vigueur. Franchise fiscale-sociale 24 mois opérationnelle. Congé sabbatique création réformé en vigueur (réintégration garantie). ATI 2.0 étendue à 18 mois. Pool de 5 000 mentors atteint. ~30 000 Statuts de Créateur en reconversion actifs.
- **An 3.** Flat tax dividendes 15 % opérationnelle pour les créateurs. Plateforme MonProjetEntrepreneur.gouv.fr généralisée. Formation gestion 40 h obligatoire dispensée à ~100 000 candidats/an. Premier Prix Entrepreneur de la République. ~50 000 Statuts actifs.
- **An 4.** Régime de croisière. Bilan des premières entreprises créées via le Statut. Ajustements paramétriques. ~10 000 mentors actifs. Reconnaissance internationale du dispositif (modèle exporté).
- **An 5.** Bilan complet : +200 000 entreprises pérennes créées cumulées via ce dispositif, +150 000 emplois nets, taux de survie à 3 ans amélioré de 40 % à 55 %. Deuxième Loi de Programmation Entrepreneuriale 2033-2040.

Sources

- INSEE — Démographie des entreprises — https://www.insee.fr — Statistiques créations, taux de survie, structure des entreprises françaises.
- BPI — Baromètre de l'entrepreneuriat — https://www.bpifrance.fr — État des lieux de l'entrepreneuriat français, freins, facteurs de succès.
- France Stratégie — Rapports sur l'entrepreneuriat — https://www.strategie.gouv.fr — Analyses comparatives internationales et propositions.
- Ifop — Baromètre de l'envie d'entreprendre — https://www.ifop.com — Enquêtes sur les intentions entrepreneuriales et les freins.
- OCDE — Entrepreneurship at a Glance — https://www.oecd.org — Comparaisons internationales entrepreneuriat.
- Allemagne — Gründerzuschuss (Bundesagentur für Arbeit) — https://www.arbeitsagentur.de — Modèle de subvention à la création par l'agence pour l'emploi.
- Danemark — Iværksætterorlov (Congé création) — https://www.beskaeftigelsesministeriet.dk — Modèle de congé sabbatique création avec réintégration garantie.
- Royaume-Uni — Start Up Loans — https://www.startuploans.co.uk — Programme de prêts à taux zéro pour créateurs.
- États-Unis — Small Business Administration (SBA) — https://www.sba.gov — Agence fédérale d'accompagnement entrepreneurial.
- Estonie — e-Residency — https://e-resident.gov.ee — Modèle de création d'entreprise 100 % numérique.
- Suède — Almi Företagspartner — https://www.almi.se — Modèle d'accompagnement entrepreneurial financé État-régions.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/entreprendre-sans-risque-reconversion/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible, indicateurs de succès.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.